

Point de vue

Il faut surmonter la crise de sens qui frappe l'Union, par Thierry Chopin et Jean-François Jamet

LE MONDE | 28.05.10 | 15h12 • Mis à jour le 28.05.10 | 15h12

Crise financière et, plus récemment, crise de la dette grecque ont replacé la question du projet européen au coeur des débats. Des Cassandre se sont empressées de prédire l'éclatement de l'Union européenne. D'autres analyses ont souligné au contraire que c'est dans les crises que la construction européenne avait le plus progressé.

▼ PUBLICITE

Aujourd'hui, le désarroi domine : face à l'incertitude économique, à l'absence d'un leadership politique clair et à la défiance entre les Etats membres, l'Europe semble désunie et impuissante. La crise actuelle révèle une crise de sens qui affecte l'Union européenne ; pour la comprendre, il faut renouer le fil de sa construction et de ses récits fondateurs. La construction européenne a d'abord réalisé un travail de rédemption après le suicide collectif des guerres mondiales et de sublimation des rivalités politiques nationales par le rejet de la logique de puissance. Dans ce contexte, l'économie était instrumentale : les solidarités de fait créées par le marché intérieur devaient créer des intérêts économiques communs décourageant le chacun pour soi. Le discours européen pouvait en outre jouer sur le rôle mobilisateur de la menace soviétique et du "sens de l'histoire", celui de la réunification du continent.

Cette période s'est achevée au début des années 1990 avec la "fin de l'histoire" proclamée à la chute du bloc communiste. Une deuxième période a en fait commencé légèrement avant, grâce à l'initiative de Jacques Delors, appuyé par François Mitterrand et Helmut Kohl. Après la paix et l'unification, l'idée était que la prospérité et la solidarité devaient guider l'adhésion des Européens au projet de la Grande Europe. Dès lors, l'économie n'était plus instrumentale mais devenait le coeur du discours européen avec le marché unique et l'euro comme éléments structurants.

Ce discours s'est néanmoins épuisé en raison du faible dynamisme économique européen et de la lenteur des progrès de la coopération politique. Face à la modification des équilibres économiques et géopolitiques mondiaux, l'optimisme européen initial a cédé la place à l'angoisse du déclin et à un certain désarroi de l'opinion publique. L'UE, première puissance économique mondiale et premier exportateur, ne le sera plus d'ici à 2030. Le mythe de l'Europe dominatrice issu de la révolution industrielle avait disparu dans sa version nationale à l'issue des conflits mondiaux ; la crainte est désormais qu'il disparaisse dans sa version continentale. Beaucoup de citoyens sont aussi inquiets sur le plan individuel : tout en souhaitant plus de protection, ils rechignent à partager ce qu'ils ont. Ce n'est pas tant l'intérêt collectif européen qui pousse les chefs d'Etat et de gouvernement à agir mais bien une forme d'obsession nationale née de processus électoraux essentiellement nationaux.

Après soixante ans de construction européenne, la dynamique pourrait-elle s'inverser ou bien, au contraire, un rebond est-il possible ? Une crise n'est-elle pas trop précieuse pour être gâchée ?

L'Europe fait face aujourd'hui à de multiples défis qui vont affecter la vie des Européens. Confrontée à la raréfaction de ressources productives essentielles, en raison du vieillissement de sa population et de la compétition globale pour les ressources naturelles, l'Europe doit simultanément affirmer son rôle dans un monde dont les équilibres économiques et géostratégiques se modifient. Or l'Europe peine à se positionner face à ces défis externes. Alors qu'elle reste le principal acteur de la mondialisation (sur les plans des échanges commerciaux, des flux d'investissement et des flux de population), elle semble n'avoir aucune prise dessus, et cela inquiète les citoyens européens.

Pourtant, l'histoire récente a montré la puissance que représente l'unité européenne en période de crise. Cette puissance s'est illustrée de manière ponctuelle au moment de la crise géorgienne ou après la faillite de Lehman Brothers, à un moment où les Etats-Unis, la Russie ou encore la Chine ne s'en sont pas montrés capables. L'Europe a fait preuve de sa capacité à penser l'intérêt mondial. Or si les Européens arrivent ponctuellement à réaliser leur unité, ils ont le plus grand mal à la maintenir sur la durée et à tirer en conséquence pleinement parti des initiatives ou actions qu'ils ont engagées aussi bien en matière climatique (Copenhague) qu'économique ou financière (G20).

Or c'est précisément de cela qu'il s'agit : développer un volontarisme fondé sur une unité et une volonté durables des Etats et des citoyens européens. L'Europe ne peut pas être un simple acteur condamné en permanence à s'adapter à des processus "globaux" qui lui échappent. Un tel programme suppose que l'Union renforce sa diplomatie en construisant un agenda plus systématique autour de la définition d'intérêts communs qui lui sont propres et en s'exprimant de façon unie sur l'ensemble des sujets internationaux, afin d'être capable d'utiliser l'effet de levier de son poids, notamment économique.

Trop souvent, l'Union européenne ne pense pas en termes stratégiques et s'interdit par là même d'avoir en tant que telle une influence plus grande sur la scène internationale en se cantonnant à une approche technique certes utile, parfois efficace mais rarement décisive. L'injonction formulée par l'historien Lucien Febvre dès la fin de la seconde guerre mondiale est encore plus vraie aujourd'hui qu'il y a soixante ans : *"L'Europe, s'il faut la faire, c'est en fonction de la planète."*

Les défis qui sont aujourd'hui lancés aux Européens sont immenses, d'autant que les ingrédients qui ont contribué à leur paix et à leur prospérité sont aujourd'hui remis en question. C'est dans l'introversion que la construction européenne a trouvé son sens pendant plus d'un demi-siècle ; elle pourrait désormais trouver un prolongement externe au cours des prochaines décennies qui permette d'engager ses Etats membres et ses citoyens dans de nouvelles entreprises communes. Elle pourrait ainsi surmonter la crise de sens à laquelle elle se trouve aujourd'hui confrontée en inscrivant son action à nouveau dans un horizon politique clair capable de réunir les Européens autour d'un nouveau récit et d'un nouveau projet commun.

Thierry Chopin, directeur des études de la Fondation Robert Schuman, professeur au Collège d'Europe (Bruges).

Jean-François Jamet, économiste, maître de conférences à Sciences Po.

Article paru dans l'édition du 29.05.10

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr
 » Depeches » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du
 » Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Programme » Le Post.fr groupe
 Télé

Le Monde

» Abonnez-vous à partir de 17 €
 » Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€
visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui